

Déclaration des organisations CGT, FSU et Solidaires d'Indre & Loire

Assurance chômage, réforme de la fonction publique, privatisations, retraites... : tout passe à la moulinette libérale.

Tout est bon pour le président de la République et son gouvernement pour embrouiller les salariés-es sur le projet de réforme des retraites présenté par Jean-Paul Delevoye cet été.

Voilà qu'Emmanuel Macron reparle de durée de cotisation pour pouvoir partir en retraite, pensant berner les Français. Ceux-ci ont bien compris que le régime universel à points a pour but de les faire travailler plus longtemps avec des droits à la retraite plus faibles.

Annoncer un allongement de la durée des cotisations, au-delà même des 43 ans préconisés dans le système actuel ou bien recourir à un âge pivot avec une décote avant 64 ans revient au même...

En vérité, compte tenu de l'entrée de plus en plus tardive dans un emploi stable (27 ans en moyenne aujourd'hui), les annonces de Macron reviennent à repousser l'âge légal de départ à la retraite bien au-delà de 64 ans.

Pour tout le monde, ce serait des diminutions massives des pensions par rapport aux pensions actuelles déjà faibles.

À l'inverse, nos organisations portent des propositions de progrès social avec comme condition préalable l'augmentation du financement consacré à la retraite puisque le nombre de retraités va fortement augmenter d'ici les prochaines années.

Les richesses ne manquent pas alors que la France est championne du monde des versements de dividendes aux actionnaires.

De la même manière, la réforme de la fonction publique est une attaque sans précédent contre les fonctionnaires et les services publics (impôts, éducation, santé...)

« En même temps » que les pouvoirs publics organisent la fermeture et le regroupement d'innombrables services publics, ils décident la mise en place d'un réseau France Services. Ainsi, 300 points France Services seraient créés au 1^{er} Janvier 2020, des maisons fourre-tout regroupant les trois versants de la fonction publique, de pôle emploi, des CAF, etc....

A cela s'ajoute la diminution des droits au chômage pour les salariés et la grande braderie des services publics (ADP, Française de Jeux, Engie)

Sans oublier les contradictions entre les discours et les actes du gouvernement sur les problématiques climatiques et environnementales.

En cette rentrée, nous avons toutes les raisons de se mobiliser, les organisations donnent un premier rendez-vous de grève et de manifestation le **Mardi 24 septembre, à 10h, devant la gare de Tours.**